



Église évangélique réformée  
de Suisse

## **Message de la présidente Rita Famos** prononcé lors du synode du 5 septembre 2021 à Berne

Chères et chers membres du Synode,  
Chères invitées, chers invités,

Depuis plusieurs jours, les médias réformés et les signataires d'une pétition en ligne nous serinent la même question : « L'EERS ne s'exprime pas sur l'Afghanistan : pourquoi ? » Hier, j'ai même été contactée par la radio (SRF) qui a également interrogé des représentant-e-s de la Charte de la migration. Quant à la pétition en ligne, elle vient de nous être remise.

Chères sœurs et frères, oui, nous avons entendu ! Et permettez-moi de vous dire clairement que nous sommes toutes et tous dans le même état que les personnes engagées et soucieuses qui nous interpellent : notre cœur se fend quand nous entendons les nouvelles d'Afghanistan ; tout ce chaos, cette incertitude, cette violence, c'est une pure catastrophe politique et humanitaire.

Cette souffrance est scandaleuse et nous implorons le ciel pour qu'elle cesse. Mais l'Afghanistan n'est pas le seul pays à souffrir : nos organisations partenaires nous font parvenir des nouvelles catastrophiques d'Haïti ; nos Églises partenaires au Liban nous envoient des alertes parce que là-bas aussi, le système menace de s'effondrer et que l'avenir est sombre pour les chrétiennes et les chrétiens comme pour toute la population. Il y a un mois déjà, nous avons aussi écrit au Conseil fédéral au sujet de la Syrie.

Je peux vous assurer que les événements ne laissent personne de marbre à l'EERS. Et nous avons aussi beaucoup travaillé à l'EERS durant ces dernières semaines, non seulement sur l'Afghanistan, mais aussi quant à la transplantation d'organes, le mariage pour toutes et tous, l'extension de certificats Covid obligatoire aux cultes. Nous nous permettrons de vous en informer au point 4 de l'ordre du jour.

Je conçois très bien que le silence de la part officielle de l'EERS ait été difficilement supportable, voire déconcertant pour certains membres de notre Église et surtout pour les personnes engagées au service des afghanes et afghans. Je voudrais les remercier ici de manière particulière.

Néanmoins, avant de nous exprimer publiquement, nous voulions nous faire une idée de la situation et consulter les spécialistes. En ce moment, le monde entier essaye de deviner ce qui serait le mieux pour l'Afghanistan. Devons-nous nous précipiter pour donner des leçons et poser des exigences ?

Avant de vous informer au point 5 de l'ordre du jour sur les activités du Conseil et de la chancellerie, permettez-moi de prononcer quelques mots sur les questions pastorales et politico-ecclésiastiques que soulève la crise en Afghanistan ainsi que toutes les crises qui

ne sont pas au centre de l'attention médiatique en ce moment. En effet, cette crise humanitaire n'est ni la première ni la dernière qui secoue le monde et qui met au défi les chrétiennes et les chrétiens que nous sommes.

Beaucoup de gens se tournent en toute confiance vers les femmes et les hommes d'Église quand un malheur indicible les frappe et les réduit à l'impuissance. C'est un fait remarquable qui plaide pour nous. C'est un réflexe vieux comme l'humanité de vouloir agir, de chercher des responsables, de donner hâtivement des conseils à celui ou celle qui est en état de désespoir, qui cherche un avis, qui souffre sans pouvoir rien faire. Souvent, cela vient du fait que l'impuissance est insoutenable : il faut bien que quelqu'un soit responsable et fasse quelque chose sans attendre !

Il est généralement préférable de garder trois choses à l'esprit avant d'agir :

1. Tenir bon face à l'impuissance : quelquefois, il est plus honnête et plus utile de partager le sentiment d'impuissance, d'y résister en silence, de pleurer avec l'autre, de déposer notre douleur devant Dieu dans la prière, plutôt que de chercher des réponses hâtives ou de tomber dans l'activisme. Écoutons les gens, prenons part à leur douleur. Avons-nous réellement compris de quoi est faite cette souffrance ? Endurons les temps d'impuissance et prions, que ce soit avec eux ou pour eux dans l'intercession. Les pistes, les issues pour sortir de l'impuissance réclament du temps. Souvent, les solutions rapides et l'action nous tranquillisent plus nous-mêmes qu'elles ne contribuent vraiment à améliorer la situation.
2. Écouter et clarifier les choses : souvent, nous allons davantage aider la personne si nous évitons de nous plaindre avec elle sur l'inertie ou les mauvaises interventions des systèmes d'aide. Il vaut généralement mieux écouter avant d'accuser. Vérifions les intentions des systèmes à l'égard des personnes touchées : bien souvent, cela permet de mettre les personnes en souffrance directement en contact avec les interlocutrices et interlocuteurs censés les aider ; elles peuvent ainsi poser leurs questions et constater par elles-mêmes que leur vis-à-vis fait de son mieux. Lorsque nous n'agissons pas à la place de l'autre, mais que nous le poussons à agir par lui-même, nous l'aidons à regagner un peu de marge d'action face à l'impuissance.
3. Ne pas faire valoir la souffrance de l'un au détriment de celle de l'autre : il y a un risque, dans l'accompagnement pastoral et la diaconie, à se concentrer uniquement sur les situations qui sont au centre de l'attention publique. Notre ministère ne consiste pas à enchaîner les interventions à court terme. Nous voulons être des partenaires fiables, ce qui signifie que nous devons allouer nos ressources de manière à pouvoir assumer nos responsabilités vis-à-vis du plus grand nombre. Nos possibilités personnelles et institutionnelles (paroisses et œuvres d'entraide) sont limitées. Par conséquent, nous devons déterminer la manière la plus efficace et la plus efficiente de les utiliser et les causes que d'autres sont plus aptes que nous à gérer. De telles clarifications réclament temps et patience.

Chères et chers membres du synode,

Je serai ravie que nous puissions nous échanger aujourd'hui sur l'Afghanistan et exprimer en quoi que cette crise humanitaire nous touche en tant que croyantes et que croyants, en tant qu'Église, et aussi en tant que société. Cependant, nous allons aussi devoir continuer à parler du Covid19, de la Syrie et du Liban, d'Haïti, de ce qui est à notre portée et de ce qui dépasse nos moyens.

En tant que responsables ecclésiaux, nous devons également rester attentifs aujourd'hui aux membres des Églises qui ne se sont pas exprimés publiquement sur l'Afghanistan, mais qui n'en ont pas moins un avis sur la question. Certaines et certains font peut-être confiance à la direction de l'Église et aux autorités fédérales et savent que ces dernières font leur maximum pour que les ressources humanitaires de l'Église et de la Suisse soient aussi mises à la disposition de l'Afghanistan. Mais nous devons aussi penser à celles et ceux qui redoutent d'importants flux migratoires et à celles et ceux qui se font du souci pour leur sécurité. En tant qu'Église, il nous incombe de veiller à ce que ces questions ne fassent pas éclater la société. Quiconque veut vraiment aider doit considérer que les autorités sont des partenaires et doit tenir compte des préoccupations de celles et ceux qui ont peur d'être victimes de la situation.

Peut-être comprenez-vous maintenant pourquoi le Conseil n'a pas réagi au quart de tour pour s'exprimer. Cela n'a pas seulement à voir avec mon naturel bernois posé, mais plutôt avec le soin et la vision d'ensemble avec laquelle nous entendons aborder les sujets au Conseil.

Silence ou paroles, attente ou action sont toujours le produit de l'espérance que nous plaçons en Dieu qui tient dans sa main tous nos drames, du plus petit au plus grand. Dans cet élan de confiance, et non pas par peur ni par désir de s'imposer, nous faisons ensemble ce qu'il nous est possible de faire et ce qui nous semble juste. Comment déterminer ce qui est possible et ce qui est juste ? Non pas en criant haut et fort, mais en se demandant comment une action va rendre témoignage à la justice de Dieu. Remettons-nous à l'aide de Dieu et, dans cette confiance, essayons d'œuvrer au mieux pour son Royaume.